

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
27 février au 4 mars 1997



10,00 F

Financement des partis politiques

A la soupe !

SI VOUS SOUFFREZ DE TROUBLES du sommeil, que celui-ci est long à venir ou que la nuit blanche vous guette, d'aucuns prétendent qu'il y a mieux que les somnifères et autres psychotropes pour vous jeter dans les bras de Morphée. Non pas la méthode naturelle consistant à compter les moutons, trop banale et aux résultats aléatoires, mais simplement la lecture du Journal officiel. Une page ou deux, c'est paraît-il radical pour que vous vous endormissiez comme un bébé.

On veut bien le croire, la litanie ordinaire des nominations aux fromages de la République, les nombreux articles de lois divers et (a)variés, rédigés dans le style qui fleurit bon l'administration et la bureaucratie, tout cela est effectivement soporifique au possible...

Pourtant, il y a comme partout des exceptions qui confirment la règle: ainsi en est-il de la lecture de l'annexe au n° 264 du Journal Officiel, intitulé Publication générale des comptes des partis et groupements politiques au titre de l'exercice 1995, rédigé par la Commission nationale des comptes de campagne et du financement politique (CCFP) qui n'est pas de nature loin s'en faut, à vous assoupir. Qu'y a-t-il dans ce rapport de novembre 1996 (la haute administration sait prendre son temps...):

tout simplement la comptabilité des partis, clubs, comités et autres associations à but politique (et il y en a 262 qui se trouvent répertoriés) et la commission donne son avis sur tout ce salmigondis de chiffres et de colonnes: c'est bien; c'est mal; peut mieux faire... Ah! les

charmes de la comptabilité! Ah, les braves gens! Mais, immédiatement, vous vous posez des questions... Que vient faire l'administration dans les comptes des partis? L'explication est toute simple, elle se trouve dans les tableaux comptables des nombreux partis et elle a pour nom: financement public 1995. Pour pouvoir en croquer, il faut faire acte de transparence et d'allégeance à l'État (du moins en théorie car tous ces comptes qui s'équilibrent miraculeusement au franc près, on a un peu de mal à y croire, d'autant plus que certaines affaires...

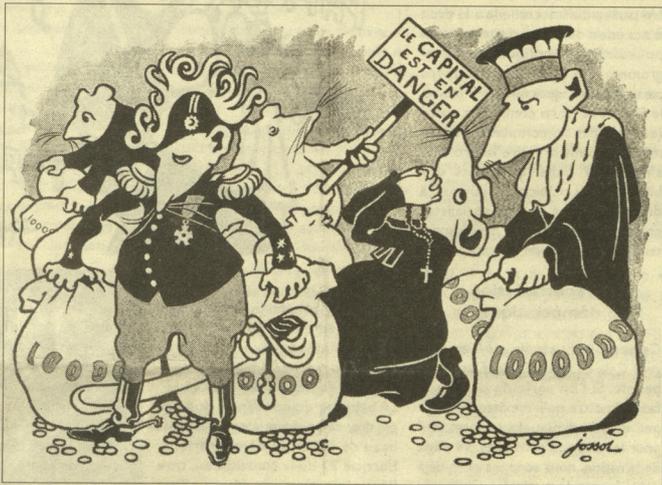
Une saine lecture

Certains mauvais esprits et ils sont nombreux à lire notre journal pas officiel seraient tentés de répondre que ce style de littérature n'est pas des plus passionnant et qu'il semble plutôt s'apparenter au genre emmerdant.

catalogue et au gré de l'inspiration, de s'arrêter sur tel ou tel parti et de regarder les chiffres du bilan en fin de colonne et là, c'est pas triste! Ainsi donc au fil des pages et des découvertes, on peut outre savoir qui touche ou ne touche pas, passer par toute une série d'informations...

Le Parti de la loi naturelle (souvenez-vous, cette formation dirigée par B. Frappé, le bien nommé spécialiste du vol yogique) a touché 293 274 F, ce qui fait cher le décollage raté. Gâtés aussi: les Nouveaux écologistes du rassemblement nature et animaux (NERNA) qui ont reçu tenez-vous bien 1 816 251 F, le Parti de défense des animaux se contentant lui de 460 275 F, ce qui laisse à penser au final que BB a plus d'influence et d'effet que la méditation transcendante.

Quand on parcourt le budget du parti d'extrême droite (on a de nouveau le droit de le dire) comment ne pas avoir un coup de sang au vu des chiffres: 8



Il y a donc 45 formations qui bénéficient (c'est le mot!) de cette aide publique, balayant tout le spectre politique de l'extrême droite à l'extrême gauche (non vous ne rêvez pas!); sans compter toutes celles qui voudraient bien faire partie du club et ça vaut le coup d'entreouvrir un peu ses portes...

Certes, il y a des comptes forcément rébarbatifs, l'énumération interminable des comités de soutien à Schmall ou Tartempion en vue de leur élection à la présidence, mais en fait, il n'y a pas besoin de tout lire, d'entrer dans les détails, il suffit de feuilleter comme un

685 870 F... surtout quand on constate qu'il a perçu 3 560 794 F de contribution publique. La République est bonne fille, ou plus exactement l'État. Le gros blond avec une chemise brune, si prompt à hurler contre le fiscalisme et les pourris, ça ne le gêne pourtant pas d'en croquer! Ce n'est pas mains propres et tête haute qu'il faut dire mais sales gueules et mains tendues... vers le tiroir-caisse! Sans tomber dans le poujadisme anti-fisc, il faut avouer qu'il est difficile d'admettre qu'une part de ses impôts passe dans la propagande haineuse et nauséabonde ●●● page 2

Lyon: La plume noire incendiée; le soutien se manifeste page 3

Anarchosyndicalisme: congrès de la CGT en Espagne page 4

Le syndicalisme en débat page 5

EDITORIAL

Samedi dernier, entre la gare de l'Est et la place du Châtelet à Paris, plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestèrent contre le projet de loi « Debré ». L'air de fête de ce défilé était-il du au soleil printanier venu agrémenter cette journée ou bien à la musique et à la composition hétéroclite des manifestants? Difficile de trancher. Quelle qu'en soit la raison, force nous est faite de constater que ce qui devait être un geste symbolique, silencieux et grave ne fut qu'une promenade de santé. C'en est à se demander pourquoi tous ces gens étaient descendu dans la rue. À dire vrai, cette manifestation ressemblait davantage à un triomphe post-électoral qu'à l'expression d'une indignation populaire... Une espèce de répétition générale avant les législatives de 1998.

Parallèlement à la manifestation, l'église Saint-Jean-Baptiste-de-Belleville avait été investie dans l'après-midi par des « sans-papiers » en lutte mais, édifiée par les suites de Saint-Bernard, la préfecture n'aura pas traîné à évacuer les lieux et, dimanche matin, tout était expédié. Ce qui vaut à cette action de ne pas défrayer les chroniques. C'est dommage. Il serait attristant que la presse ne voit plus dans les actes de désespoir des « sans-papiers » qu'une routine folklorique planifiable et intégrable dans les plans de visite du Paris touristique. L'idée peut choquer, mais il serait inconséquent de sous-estimer la capacité de récupération et d'assimilation des capitalistes. Après tout, que n'ont-ils récupéré peu ou prou à ce jour?

La semaine dernière, nous vous annonçons que le délibéré du procès opposant le Monde libertaire au Front national serait lu le 17 mars prochain. Hélas! le programme a été bousculé. Jugeant qu'un vice de procédure annulait l'audience du 17 février dernier, la justice a décidé de convoquer une nouvelle fois le journal en la personne de son directeur de publication, André Devriendt. Le motif? Ce dernier, immobilisé suite à un accident, n'avait pas pu se déplacer personnellement au tribunal.

En bref, tout est à refaire et une nouvelle audience aura lieu le 6 mai prochain.

Nous allions oublier de parler de la mort de Deng Xiaoping. La disparition de celui qui avec Li Peng porte la responsabilité de la boucherie de la place Tiananmen ne méritait pas un article. Simplement, nous noterons que son successeur annoncé, Jiang Zemin, est l'homme qui vint le remplacer à la présidence de la Commission militaire du Comité central du Parti communiste chinois à la suite de la susdite boucherie. Au plus que ça change...

ISSN 0026-9433 - N° 1073

M 2137 - 1073 - 10,00 F



F°P. 2520

A la soupe !

de cette engeance, et il y a de quoi se révolter, y compris en tant que simple contribuable. Le lepenisme soft façon CNI (Centre national des indépendants, passerelle entre la droite dure et l'extrême) palpe 3 338 211 F, ce qui n'est pas négligeable non plus.

Vous serez surpris d'apprendre qu'il existe un Comité central bonapartiste qui dispose même d'élus puisque ceux-ci lui ont versé 57 000 F mais comme ont dit, il faut de tout pour faire un monde, surtout celui des gogos, autre appellation des électeurs.

Aussi bien à droite qu'à gauche, tous les partis passent à la caisse. Tout juste est-il curieux de constater, quand on analyse un peu les comptes, il n'y a quasiment pas de contributions des entreprises qui apparaissent, et on est en droit de se demander, à la lumière de toutes les affaires qui éclatent, si par hasard on ne se moquerait pas un peu du monde... La commission n'est pas très regardante... Ou alors, on serait les patrons, on exigerait des explications afin de savoir où est passé le fric des pots-de-venir ! Enfin, si vous aimez les chiffres en voici quelques uns.

Le RPR a reçu 4 222 387 F et 93 centimes (si, si c'est marqué), le PS 1 715 000 F, le PC 570 000 F, le PR 263 000 F, une misère et le CDS 500 000 F. Il serait fastidieux de faire la liste complète des entreprises qui casquent, mais une chose est sûre, le pognon versé aux partis serait mieux utilisé s'il passait dans la poche des salariés de ces boîtes si généreuses avec leurs proches !

Si vous ne craignez toujours pas l'indigestion de chiffres, en voici quelques autres concernant le financement public et l'aide aux partis. PC : 36 246 139 F; Verts : 11 669 366 F; RPR : 162 031 142 F; le PS, l'UDF, le PR, le CDS ne reçoivent pas l'aide directe mais qu'on se rassure, ils touchent l'aide financière publique via les contributions de leurs élus et c'est aussi assez croquignolet...

Le saviez-vous ?

Quelle n'est pas notre surprise de voir figurer parmi les membres de ce club très sélect le fleuron du mouvement révolutionnaire, l'avant-garde prolé-

rienne représentée par le PT (Parti des travailleurs), la LCR et Lutte ouvrière ! Ce n'est pas une invention, un délire, une campagne mensongère impulsée par le *Monde libertaire*, cet organe des anarchistes forcément petits-bourgeois selon saint Marx, Lénine, Trotsky : c'est dans le J.O.

Tout d'abord, il faut rendre grâce à la clairvoyance des dirigeants du PT qui dès 1995 avaient compris que FO ne tiendrait plus la sécu et que par conséquent tous les lambertistes qui y grenoillent seraient sur un siège éjectable et qu'il fallait donc aller chercher ailleurs des sources de financement. Dont acte, et 538 708 F dans la caisse !

En ce qui concerne la LCR, quand ce rapport a été rédigé, ce n'était pas encore fait mais ça vient d'arriver : on peut maintenant lui dire bienvenue au club, tant elle a fait et continue de faire des efforts pour s'intégrer dans le jeu de la recomposition de la gauche. Obligée de fournir ses comptes à l'Etat bourgeois pour pouvoir palper comme les autres. Deux millions de francs, ça vaut le coup pas vrai mon vieux Léon !

Le summum étant atteint par la for-

mation préférée d'Arlette. Tout le monde connaît la parano galopante qui y sévit, les réunions clandestines dans les arrière-salles de bistrot, les locaux secrets, les jeux de piste pour pouvoir contacter les militants et là, paf ! Ils fournissent leurs comptes clé en main aux instances bourgeoises. Il y a comme qui dirait un truc, ou bien est-ce pour tromper l'adversaire ?

Notons au passage que leur grand raout annuel de la Pentecôte leur rapporte 3 284 477 F ! Enfin, tout ça pour dire que LO va encaisser, suite aussi à la présidentielle, la modique somme de 6 327 962 F, ce qui met beaucoup de beurre dans les épinards du futur grand parti dirigeant de la classe ouvrière !

Qui n'en croque pas ?

Certains vont nous accuser d'être des esprits chagrins, de ne rien comprendre à la démocratie, de faire de la démagogie anti-électorale facile, car, on le savait, la politique ça coûte. Il paraît aussi que justement, cette pratique moralise la vie politique, évitant la multiplication des affaires, il serait temps...

suite de la première page

Cela dit, force nous est de constater que déjà, les finances publiques sont très généreuses avec l'Assemblée nationale et le Sénat qui pompent des milliards de francs tant en frais de fonctionnement qu'en indemnités pour nos valeureux représentants du peuple. Alors si en plus, il faut payer pour les partis politiques qui ne devraient pourtant ne compter que sur eux-mêmes... parce que les sommes en jeu ne sont pas négligeables, rien que pour l'aide directe elles atteignent en 1995 la bagatelle de 525 millions de francs ! Le politicien est vraiment hors de prix, à quand les soldes finales ? Car ces escrocs (synonyme bien connu du mot politicien) veulent non seulement accéder aux prébendes et s'engraisser encore et toujours sur notre dos, mais il faut en plus, pour qu'ils puissent y accéder, leur financer leurs campagnes attrappe-gogos, et sans que l'on puisse s'y opposer en aucune façon. C'est en somme la version moderne de l'expression bien connue : vouloir le beurre, l'argent du beurre et la souris de la crémière !

Eric Gava. - groupe de Rouen

Vitrolles : la logique des urnes

LES SOCIALISTES SONT TOUJOURS aussi lourds. Ils ont préféré sauvegarder la très faible chance d'emporter la mairie de Vitrolles que jouer à fond la carte du front républicain qu'ils prétendent imposer à la droite. Le maintien de la liste PS était pourtant la quasi élection d'un maire FN. Les militants locaux qui l'ont compris, et dit, ont été de suite expulsés du parti.

Une fois de plus, la priorité de la lutte « antifasciste » n'a été qu'une illusion politicienne dans laquelle on voit, ici, la même logique de favoriser le FN pour diviser la droite

Les règles du jeu

L'échec, à Vitrolles de cette lutte, illustre bien une donnée qui est

dure à accepter pour beaucoup. Il s'agit du principe démocratique de la délégation de pouvoir et de sa « prétention démocratique ».

Lors des réussites frontistes à Toulon, Marignane et Orange, la révolte de toutes les personnes choquées et des bien-pensants s'était focalisée sur l'aspect minoritaire du vainqueur. Qu'un parti puisse, avec un tiers des voix et moins d'inscrits ou d'électeurs potentiels, remporter une élection municipale et gérer la vie de tous était inadmissible. C'était oublier que toutes les élections fonctionnent de cette manière. Et que la majorité des dirigeants est « minoritaire ». C'était décider que tous les partis sont égaux, sauf le FN. Ce dernier avait le droit de jouer avec les autres, s'ils se maintenaient dans le rôle de faire-valoir ou d'épouvantail, au

spectacle « démocratique » ; mais qu'il participe pleinement et qu'il gagne, comme les autres, des élections, alors « la démocratie est en danger ». C'est tout à fait vrai.

Doublement vrai puisque la dernière élection de Vitrolles n'est pas le résultat du vote le moins minoritaire, mais bien celui d'un vote majoritaire sans soupçons d'irrégularité ou de faille du code électoral. Un parti antidémocratique a le droit d'accéder démocratiquement au pouvoir pour appliquer son programme. Il a le droit car tous les partis l'ont et, quoi qu'on en pense, le FN est un parti comme un autre (ce n'est pas un compliment !). De même, il peut prendre le droit de s'immiscer dans les achats des bibliothèques municipales puisque, à droite comme à gauche, socialistes compris, les élus le font depuis longtemps... en toute démocratie !

La contradiction démocratique

Ce pouvoir du peuple est-il en danger ? Cela dépend de la définition du peuple. Si l'on parle du citoyen, il faut admettre qu'il n'existe que fort peu et qu'il diminuera encore, sauf pour les citoyens privilégiés. S'il s'agit de la nation, nous sommes alors déjà dans un monde totalitaire - très viable pour la plupart d'entre nous - qui risque de connaître d'autres tota-



litarismes plus contraignants. Le fond du problème est le principe de la délégation de pouvoir et de la dictature d'une majorité - ou d'une minorité - sur l'ensemble des citoyens. Le principe de donner, et donc de perdre, sa voix aux élections est la base de l'illusion démocratique. L'article 27 de la constitution, titre IV sur le parlement, qui dit « Tout mandat impératif est nul » montre bien le rôle de la politique. Si le parlementaire ne peut se faire imposer un vote par son groupe, c'est d'une part pour sauvegarder son libre arbitre et d'autre part pour diviser le parlement, mais c'est aussi rappeler que sa nomination ne donne aucun contrôle sur lui par ses électeurs. Il représente aussi bien ceux qui ont voté (pour ou contre) et ceux qui n'ont pas ou n'ont pu

voter. Un élu représente tout le monde, et non les mandats de la population, ni même d'une partie. Ce qui induit qu'à Toulon, par exemple, la municipalité représente tous les Toulonnais, y compris les étrangers. C'est ce système qui est en cause, pas le bénéficiaire. Vouloir le nier et appeler à « sursaut démocratique » c'est s'enfoncer dans la défaite pour ces tenants. C'est continuer à nier la liberté pour tous de prendre directement son destin en main. Lénine aurait dit « vendre la corde pour se faire pendre » camarades sociaux-démocrates ! Nous préférons l'action et la gestion directe.

Claude Delattre. - groupe Humeurs noires, Lille

lemonde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).
Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

LYON

Ils ont brûlé nos livres... pas nos idées, ni notre force!

LE DIMANCHE 16 FÉVRIER, VERS 4 heures du matin, la librairie « La Plume Noire », librairie de la Fédération anarchiste était victime d'un incendie criminel. La totalité des locaux de la librairie, les livres, le mobilier, etc. sont brûlés, les ouvrages de la bibliothèque de prêt sont irrécupérables et le reste des locaux dans un sale état. Plus grave encore : si les pompiers n'avaient pas réagi rapidement, le bilan aurait sans doute été bien plus grave : de l'essence avait été déversée dans l'allée de l'immeuble. Si le feu s'était propagé, les habitants du 19, rue P. Blanc auraient été pris au piège.

Triste bilan pour un acte criminel et terroriste

Qui sont les auteurs de l'attentat ? Nous ne pouvons accuser personne, mais nous savons que la veille notre librairie avait été recouverte d'auto-collants du FNJ (Front national de la jeunesse). Un procès intenté par le Front national contre notre journal devait avoir lieu le lendemain. Chacun et chacune peut faire des hypothèses....

A l'heure où le FN censure la bibliothèque d'Orange, muselle le festival de Chateaufort à Toulon, une librairie qui flambe, c'est tout un symbole qui rappelle de sombres souvenirs : l'Allemagne des années 30, la montée du nazisme, les autodafés, etc. Aujourd'hui, alors que se multiplient les actes et propos racistes, les discours négationnistes, les atteintes à la liberté d'opinion et d'expression, les attaques physiques contre la liberté fondamentale des femmes à disposer de leurs corps, cet attentat contre un local de la Fédération anarchiste est un pas de plus pour tenter de faire taire l'ensemble des antifascistes et des antiracistes.

Immédiatement, nous avons mobilisé nos sympathisants, invité les autres organisations à une réunion et organisé une réponse politique (rassemblement dès lundi soir avec 300 personnes, meeting le jeudi soir dans les locaux incendiés (plus de 200 personnes) et enfin la manifestation de samedi dernier avec plus de 3000 personnes. Une manifesta-

tion de protestation à la fois contre cet attentat, contre le fascisme, le racisme et pour le développement des luttes sociales !

Depuis vingt ans, la bourgeoisie et son serviteur, l'État, ont assuré la reconstruction du capitalisme. Mondialisation de l'économie, nouveaux modes de production, règne de la « flexibilité » à tous crins, baisses du coût du travail, démantèlement de la protection sociale et des services publics, tout cela a été sur le dos des travailleurs et pour les profits de quelques uns!

Résultats : une misère sociale croissante, des millions de chômeurs, de précaires. Aujourd'hui, la seule perspective offerte à l'écrasante majorité de la population est celle de vivre moins bien que les générations précédentes. Cet avenir incertain favorise la « peur du lendemain », l'aspiration à un « État fort » (qui remettrait de l'« ordre ») et fait apparaître les replis identitaires (nationalismes, intégrismes...) comme un « refuge ».

Dans ce contexte, la politique du bouc émissaire fait « recette »... Les gouvernements successifs ont élaboré un véritable arsenal législatif anti-immigrés. Avec la multiplication des discriminations concrètes vécues au quotidien, la xénophobie est devenue aujourd'hui la politique de l'État français. Cette évolution vers une démocratie de plus en plus « blindée » et l'influence croissante du Front national sont deux phénomènes jumeaux qui se renforcent mutuellement et ne peuvent donc être combattus séparément.

Les élections ne nous protégeront pas du fascisme!

Depuis l'émergence significative du Front national, tous les appels au « vote utile » contre ce parti n'ont aucunement réussi à bloquer sa progression.

Pis, les partis politiques, et ceux de gauche ne sont pas en reste, ont opposé au FN un antifascisme abstrait tout en acceptant l'idée que l'immigration constituerait un problème.

De plus, leur nationalisme, leur soumission aux diktats du marché capi-

taliste, le fait qu'ils offrent comme seule perspective le développement de l'assistantat (RMI, emplois au rabais...) en réponse à la décomposition sociale, tout cela fait le jeu du Front national. Après Vitrolles, l'échec d'une telle stratégie apparaît clairement.

Pour un antifascisme antiétatique et anticapitaliste!

Contre l'insécurité sociale : le mouvement de novembre-décembre 1995 a exprimé massivement le refus d'une société construite sur l'inégalité et la misère. Cette radicalité a été limitée par le manque de perspectives mais c'est bien ce combat qu'il faut continuer ! Pratiquement, c'est en remettant au goût du jour une réelle solidarité de classe, en auto organisant nos luttes, que nous ferons aussi barrage au fascisme.

Contre le racisme d'État : il faut soutenir tous les sans-papiers et exiger l'abrogation des lois xénophobes et sécuritaires. L'insignifiant « recul » de l'État vis-à-vis des certificats d'hébergement laisse intact l'édifice juridique qui criminalise les immigrés mas démontre que la désobéissance civile paie ! Par delà les frontières, pour la libre circulation de tous et de toutes !

Contre le nationalisme : il est utilisé pour faire croire que l'on est tous, chômeurs ou milliardaires, dans le même bateau. Il tend à nier l'existence des classes sociales et leurs antagonismes. Il divise les populations pour permettre à la bourgeoisie de mieux régner ! En Europe ou en Corée, les travailleurs n'ont pas de patrie mais un ennemi commun : le capitalisme ! Être exploité en francs ou en Euros ne change rien, c'est le salariat qu'il faut abolir !

Union locale FA de Lyon

Une souscription est ouverte pour nous permettre de remettre la librairie en état et pour faire face aux frais de la campagne de soutien.

Virement compte ccp FA 638 - 91 Lyon ou chèque à adresser à l'ordre de La Plume Noire, 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon (tél. : 04 72 00 94 10)

■ Le groupe Durruti de Lyon vend le Monde libertaire tous les mardis de 17 h 30 à 18 h 30 à la station de métro Laurent Bonneval et tous les mercredis lors de sa table de presse sur le campus de Lyon II à Bron entre 12 heures et 13 h 30.

■ Les collections du Centre de documentation anarchiste (CDA) sont consultables au Centre d'histoire du Travail (CHT) de Nantes (ex-CDMOT), 2 bis, bd Léon Bureau, 44200 Nantes de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 18 heures (Tél. : 02 40 08 22 04).

■ Le café libertaire a toujours lieu tous les jeudis à partir de 20 h 30 à l'Antre anar, 5, rue Jeanne d'Arc à Montpellier.

■ Drapeau noir, le périodique du groupe Proudhon de la FA coûte 10 F (abonnement 50 F). Le n° 10 vient de paraître avec un sommaire varié, et pas seulement local... c/o CESL B.P. 121, 25014 Besançon cedex.

■ Vous pouvez rencontrer les militantes et militantes du groupe La Villette de la FA à l'Usine, 102, bd de LA Villette (M° Colonel Fabien) 75019 le dernier jeudi du mois à partir de 20 h 30.

■ Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste se fera un plaisir de vous répondre si vous lui écrivez à l'adresse suivante : FA - c/o A.C.A., 26, rue Maillé, 49100 Angers.



Manifestation du samedi 22 février

Les fascistes ne passeront pas Les fascistes ne nous impressionneront pas!

En solidarité avec la Fédération anarchiste et sa librairie, de nombreuses organisations et associations ont participé à la manifestation à Lyon.

Derrière la banderole unitaire précédant les représentants des organisations politiques et syndicales, plus de trois mille personnes exprimaient dans le calme, leur révolte contre l'attentat fasciste.

Le cortège anarchiste (F.A., C.N.T...) représentait la moitié des manifestants.

Parti de la Place Bellecour en centre ville, la manifestation marqua une halte devant le Musée National de la Résistance.

Un discours rappela le combat de toujours des anarchistes contre le fascisme. La manifestation se fit silencieuse pour la chanson « Ami sous la cendre » (de Serge Utge Royo) et les poings se levèrent avec « A las barricadas... ».

L'arrivée devant la Bourse du Travail fut aussi l'occasion de redire que la lutte contre le fascisme doit bien nécessairement s'inscrire dans un combat global contre toutes les formes d'oppression et d'autorité, les inégalités économiques et sociales, le capitalisme et le nationalisme.

Étaient donc présents à la manifestation :

- La coordination lyonnaise de vigilance contre l'extrême droite qui rassemble elle-même de nombreuses organisations,
- L'U.E.J.F. (Union des Étudiants Juifs de France),
- Alternative Rouge et Verte,
- C.A.P. (Construction d'une Alternative Progressiste),
- « Chiche »,
- Le C.L.C.S. (Collectif Libertaire Contre la Soumission),
- La librairie La Gryffe,
- La L.C.R. (Ligue Communiste Révolutionnaire),
- La J.C.R. (Jeunesse Communiste Révolutionnaire),
- L'O.C.L. (Organisation Communiste Libertaire),
- Le Parti Radical Socialiste,
- Ras l'Front,
- Les Verts,
- Des radios locales comme Radio Canut...

On comptait également les syndicats C.N.T. (qui regroupe des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes révolutionnaires),

- C.R.C. (Coordonner, Rassembler, Construire),
- S.U.D. Education, S.U.D. P.T.T. (Solidaires Unitaires Démocratiques),
- P.A.S. (Pour une Alternative Syndicale),
- L'U.N.E.F. (Union Nationale des Étudiants de France, l'U.N.E.F. ID,
- La Ligue des Droits de l'Homme.

Si les grosses machines politiques et syndicales n'ont pas daigné se mobiliser, des militants du P.C. et de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la F.S.U... sont venus montrer leur sincère solidarité.

Nous pouvions aussi remarquer la présence de Gilles Buna (Maire du 1^{er} arrondissement, Maurice Charrier, Maire de Vaulx-en-Velin et d'André Gérin, Député-Maire communiste de Venissieux.

Une manifestation conséquente, un cortège spécifiquement anarchiste impressionnant : nous avons démontré aux fascistes que nous ne nous laissons pas intimider par cet attentat!

Dans fort peu de temps, la librairie sera réouverte et nous espérons que la « Plume Noire 2 » sera encore plus belle que la précédente! Nous allons refaire les locaux, reconstruire la bibliothèque, tout cela aussi avec l'aide de nombreux voisins qui sont venus spontanément nous proposer leur aide!

Nous allons continuer de mobiliser avec encore plus de force et de détermination pour soutenir les sans-papiers, pour que se développent les luttes sociales, pour combattre l'ordre moral, et pour combattre le fascisme!

Vive la révolution sociale et libertaire!

Union locale FA. de Lyon

En bref

XIII^e congrès de la CGT espagnole

Une organisation syndicale en expansion

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE de langue française a gardé de bonnes relations avec les deux secteurs de l'anarchosyndicalisme espagnol, à savoir la CNT-AIT d'une part, et l'ancienne CNT renouée d'autre part, devenue aujourd'hui la Confederación General del Trabajo. C'est donc tout naturellement que nous avons répondu à l'invitation que nous a lancée la CGT espagnole à son XIII^e congrès, à Madrid du 31 janvier au 2 février, congrès placé sous le slogan « Libertaria y solidaria ».

S'étaient rassemblés à Madrid trois cent soixante-quatorze délégués représentant cent deux syndicats venant de toute l'Espagne, les plus forts lieux d'implantation de la CGT restant la Catalogne, le pays valencien et Madrid. De nombreuses organisations ibériques avaient été invitées, tant politiques (Izquierda Unida, Jeunesses ouvrières chrétiennes, PCE, PC portugais), l'ARCA (alliance de syndicats alternatifs italiens), des représentants des dockers de Liverpool, l'Alternative libertaire française, SUD (Rail, PTT, Santé), la CNT des Vignoles et le syndicat CGT des correcteurs parisiens.

Un certain pragmatisme...

Au cours de son discours d'ouverture, José Maria Olaizola, le secrétaire général sortant - réélu durant ce congrès - s'est félicité de l'évolution de la CGT, avec un nombre d'adhérents multiplié par deux depuis le précédent congrès et une implantation consolidée. La CGT est en train d'incorporer d'anciens syn-

dicats des Commissions ouvrières (communistes) qui viennent la rejoindre sur un projet commun de liberté et de fraternité, pour un monde meilleur. José Maria Olaizola a longuement défini quelles étaient les orientations de la confédération: anticapitaliste, contre le libéralisme et la pensée unique, solidaire, pour la dignité humaine, internationaliste, la CGT développe un projet radical de syndicalisme, sans chefs, sans comités exécutifs, fédéraliste et autogestionnaire. Bref, un syndicalisme alternatif, participatif, clair, transparent, opposé au pouvoir et au capital. Il souligne enfin la nécessité d'une transformation globale de la société, contre le morcellement des luttes que le capital souhaite.

Ce discours, que nous avons attentivement écouté, ne faisait aucune référence explicite ni au communisme libertaire ni même à l'anarchosyndicalisme, sans jamais en citer le terme. Nous avons au cours de ce congrès demandé les raisons d'une telle esquive, d'une part à José Maria Olaizola lui-même, d'autre part à un certain nombre de militants de la CGT. Les réponses sont pleines d'intérêt et méritent d'être rapportées dans le Monde libertaire.

Il est clair tout d'abord que les militants que nous avons rencontrés se réclament d'une philosophie libertaire, en tant que référence culturelle et historique (notamment par rapport à la CNT de 1936) mais pour eux la société a changé et il est impossible aujourd'hui de tenir des discours radicaux, révolutionnaires et de se réclamer du communisme libertaire sans se marginaliser vis-à-

vis des travailleurs, que l'on veut toucher: la révolution sociale n'est pas pour demain. On est donc obligé de ne plus faire mention d'un but final éloigné, qualifié d'utopique, qui ferait fuir les gens, pour axer le travail syndical sur des revendications immédiates de lutte anticapitaliste, perceptibles par tout un chacun. Si l'anarchie est une éthique, une pratique de l'organisation des travailleurs, il est irréaliste de prétendre qu'elle soit plus et notamment un programme politique: il est nécessaire d'être plus pragmatique que cela. C'est pour cela, par exemple, que la CGT participe aux élections syndicales, qui sont attractives pour les travailleurs et se positionne dans ses alliances comme une force de gauche.

Réunions internationales

Le temps d'un congrès est toujours une occasion de se rencontrer, et celui-ci n'a pas dérogé à la règle. Une première réunion s'est dérou-

lée le samedi 1^{er} février et regroupait toutes les organisations étrangères présentes. A l'ordre du jour, il s'agissait d'élaborer un texte de fond collectif sur la marche européenne contre le chômage qui aboutira à Amsterdam en juin prochain et dont la CGT est notamment à l'origine. Il s'agissait également d'organiser une coordination entre les syndicats alternatifs européens. Mais faute de préparation des organisations présentes et de mandats, aucune décision ferme n'a été prise à cette occasion, en dehors d'une simple déclaration de principe. N'étant pas un syndicat, la fédération anarchiste avait bien entendu demandé à rester observatrice dans ces débats.

Impressions de congrès

Le lendemain, à l'initiative du représentant de la CGT des correcteurs, une rencontre informelle entre l'ARCA et des militants français s'est tenue pour information sur la situation syndicale en Italie.

La délégation FA à Madrid

A propos de la CGT d'Espagne

DEUX JOURS APRES LA CLOTURE DES ASSISES confédérales, j'ai eu une intéressante conversation, au siège de la Confédération, avec José Maria Olaizola, réélu secrétaire; il m'a donné son sentiment sur l'activité actuelle et future de ce qui s'affirme être, aujourd'hui, la plus importante organisation anarchosyndicaliste du monde, quoiqu'elle soit encore bien faible au sein de la société espagnole.

Entre le XII^e Congrès de 1993 et celui tenu récemment, on constate un accroissement important du nombre des syndicats confédérés et des adhérents de la CGT d'Espagne, estime J M Olaizola; cette situation nouvelle s'est reflétée durant le congrès par une participation nombreuse de militants et d'organisations. Cette présence plus forte est significative d'autant que, en application de la tradition anarchosyndicaliste espagnole, ce sont les syndicats qui prennent en charge les frais de déplacement, de nourriture et d'hébergement des délégués; ces contraintes statutaires expliquent aussi pourquoi un nombre non négligeable de syndicats, et on peut le regretter, n'ont pu prendre part aux votes du congrès ou n'avaient pu envoyer de délégations, en particulier les organisations du nord-ouest de la Péninsule qui se débattent dans de graves difficultés financières dues surtout aux frais de procès que le patronat intente à jets continus contre les militants de la CGT.

D'après les documents fournis par notre camarade, le listing de la CGT dénombre 168 syndicats confédérés, pour 133 en 1993 - dont aucun syndicat de police. Cent deux syndicats étaient valablement représentés par 374 délégués et 34 observateurs; au XII^e Congrès, 244 délégués étaient présents. Le décompte des cotisations permettant de participer aux votes donne, si on se réfère au système français d'un adhérent pour huit timbres mensuels, environ 23.000 adhérents, ce qui rend vraisemblable, compte tenu des absences signalées plus haut, la fourchette de 30.000 à 35.000 travailleurs d'Espagne qui ont en poche la carte de la CGT.

Seulement la moitié des points de l'ordre du jour a pu être abordée, continue José Maria, et un nouveau congrès devra être organisé avant la fin de la présente année. Trois sujets devront y être étudiés avec le plus grand soin: examiner la possibilité de modifier les statuts confédéraux afin de renforcer les structures territoriales « horizontales », fédérations locales et régionales; approfondir l'analyse de la situation générale et la réponse publique à y apporter; organiser une fédération de jeunesses libertaires intégrée à la structure confédérale.

Notre camarade Olaizola justifie ces préoccupations en soulignant que sur beaucoup de plans l'organisation anarchosyndicaliste continue d'être construite sur les schémas des années vingt ou trente. Par exemple, la structure de base confédérale continue d'être les fameux sindicatos unicos de branches industrielles, dont l'origine remonte au congrès de Sans de 1918, formés de « producteurs ». Cette forme d'organisation, très progressiste à cette époque et qui permit à la CNT, dès ce moment, de gagner la majorité du prolétariat espagnol au syndicalisme libertaire, ne répond plus en totalité aux exigences de la situation actuelle où seulement 50 pour cent de ceux qui doivent travailler pour vivre ont un emploi fixe. Que deviennent les 25 pour cent dont le travail est précaire et irrégulier et les autres 25 pour cent sans emploi? La structure horizontale, la fédération locale par exemple, sous une forme à déterminer, doit pouvoir offrir à ces personnes un cadre organique, solidaire, actif, militant qui leur permettra de prendre en charge leurs revendications et de s'intégrer à la lutte sociale globale. « Le mouvement syndical, continue José Maria, doit être uni, maintenant encore plus qu'hier, au social. Nous donnons aujourd'hui trop d'importance au professionnel, au « vertical », et chacun sait que c'est là un des chemins de développement du réformisme. »

Enfin, à l'étape actuelle du développement de l'organisation - et cette orientation va dans le même sens que le renforcement de l'« horizontal » - il apparaît nécessaire de construire un réseau militant et solidaire pour les jeunes générations, pour préparer, bien sûr, la future militance et dynamiser l'activité sociale.

Mais c'est en lisant Libre Pensamiento, la revue de débat éditée par la confédération qu'on comprend mieux la préoccupation principale de tous ses militants. Un article, dans la dernière parution, donne le point de vue d'un responsable actuel de la CGT à propos de l'existence, en Espagne, de deux sigles anarchosyndicalistes, la CNT et la CGT; il y aurait, estime l'auteur, plus de divergences internes dans chacune des organisations (CGT et CNT) qu'entre l'une et l'autre. Et « l'unification est inévitable - elle est hors des volontés actuelles. L'instant de cette unification est un problème autre et il pourra intervenir dans quinze ans aussi bien que dans quinze mois. Il y a un système d'organisation commun, un fond idéologique commun et ce sera peut-être aux jeunes générations de libertaires qui apparaissent aujourd'hui ou qui apparaîtront demain à réaliser l'unification. »

Comment dit-on déjà? « ... por el triunfo de la Confederación. »

J. Toublet



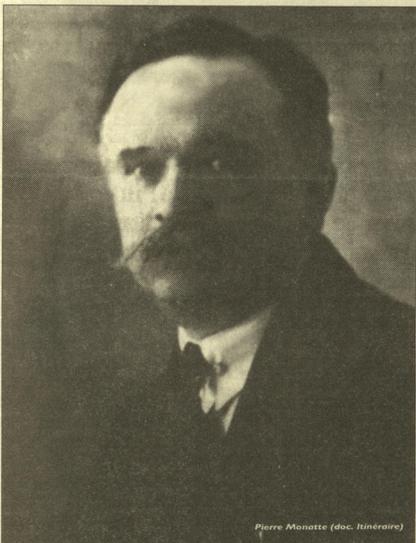
Anarchisme, syndicalisme, mouvement ouvrier

Le débat Malatesta-Monatte toujours d'actualité

LES FAMILIERS DU MOUVEMENT ANARCHISTE connaissent le débat qui opposa Errico Malatesta (1853-1932) et Pierre Monatte (1881-1960) lors du congrès anarchiste international d'Amsterdam en 1907 (1). Tout cela pourrait paraître lointain mais il est utile d'y revenir pour évaluer les choses à la lumière d'aujourd'hui.

Pierre Monatte est alors un jeune militant actif au sein de la jeune CGT française, alors syndicaliste révolutionnaire et fortement influencée par les anarchistes. Monatte défend l'idée que le syndicat, désormais sur ces bases révolutionnaires et libertaires, se suffit à lui-même : à la fois comme outil de lutte, comme forme de regroupement et comme prémisses de la future réorganisation sociale. Quant à Errico Malatesta, c'est déjà un vétéran du mouvement anarchiste qui a connu la première Internationale, Bakounine, Kropotkine, James Guillaume ou Elisée Reclus. Il a fait le bilan de la « propagande par le fait » de type insurrectionnel, qui s'est avéré un échec cuisant tant pour le mouvement anarchiste que pour l'émancipation sociale comme le soulèvement de Bénévent en 1877. Il essaie de mettre les choses au point.

Contrairement à ce que l'on dit et croit parfois, Malatesta n'est absolument pas hostile à l'entrée et à l'action des anarchistes dans les syndicats. Bien au contraire, et il ne se départira jamais de cette position (2). Seulement, sa vision dépasse celle du syndicat et du syndicalisme.



Pierre Monatte (doc. Itinéraire)

D'abord, selon lui, le syndicalisme véhicule fatalement les contradictions du capitalisme. En effet, il épouse nécessairement le mode d'organisation de celui-ci. Sur la forme : il se structure en fonction de l'usine, de l'entreprise ou de la branche d'activités, ce qui minimise les relations entre les autres secteurs de la société et affaiblit la dimension communale. Sur le fond : le capitalisme étant, entre autres choses, fondé sur la concurrence, l'organisation du syndicat qui se construit à partir de la production et du travail concurrentiels reflète plus ou moins cette situation, quoiqu'il s'en défende. Les ouvriers n'ont pas forcément les mêmes intérêts : ceux d'une corporation peuvent se sentir menacés par une autre, ceux d'une région par une autre, au gré des mutations technologiques, des choix capitalistes et des crises diverses. Leur réaction est légitime, mais elle est sensible aux boucs émissaires (les nouvelles corporations, les immigrés, les ouvriers des autres pays), elle entrave l'élan fédérateur, collectif et révolutionnaire (3).

Le syndicalisme est en soi réformiste (4). Ce qui n'est pas une mauvaise chose, estime Malatesta, car il faut bien se battre pour une amélioration immédiate des conditions de vie et de travail, mais cela ne suffit pas.

Malatesta : judicieux, optimiste et pessimiste. Monatte opportuniste ?

Il faut, selon lui, dépasser cette double tendance, corporatiste et réformiste du syndicalisme, liée à ses conditions objectives.

Cela veut dire dépasser le plan matériel et s'attacher à l'idéal et à l'idéologique. Là dessus, Malatesta a une position très tranchée.

Il est vain et dangereux, selon lui, de constituer des syndicats par affinité idéologique qui ruinerait le peu de ce que les travailleurs ont en commun en aggravant leurs divisions. Il faut certes se montrer le plus actif possible dans les syndicats, mais avec les limites que cela comporte. Il faut donc créer, maintenir et développer l'organisation spécifique anarchiste qui, véritable « minorité agissante », devra se montrer l'élément le plus décidé lors du processus révolutionnaire, en dépassant le stade de la grève générale et en s'acheminant vers la grève insurrectionnelle et communaliste, c'est-à-dire communiste.

Malatesta s'est montré à la fois judicieux, optimiste et pessimiste. Judicieux, car il a annoncé et dénoncé très tôt les dérives d'un syndicalisme qui prétend « se suffire à lui-même ». Optimiste, car il a surestimé la capacité du mouvement ouvrier à maintenir l'unité organique. Sa position s'explique tout à fait par le contexte historique où, effectivement, et avant la bolchévisation du syndicalisme que Malatesta n'a connu qu'à la fin de sa vie, un seul grand syndicat unitaire dominait le monde du travail, à l'exception des groupements de jaunes ou de chrétiens sociaux encore très minoritaires. Depuis, la situation a beaucoup changé.

Pessimiste, car, sur le fond, Malatesta a probablement sous-estimé le besoin et la capacité qu'ont les travailleurs d'avoir leur propre idéologie, quelle qu'elle soit, et de bâtir une organisation qui s'y conforme. Le politique et l'idéologique traversent bien le mouvement ouvrier, qu'on le veuille ou non. Le thème de la « neutralité politique et idéologique » trouve vite ses limites. Le poids de la religion marxiste-léniniste hier, ou chrétienne et musulmane aujourd'hui, dans le mouvement ouvrier nous rappelle l'ampleur de ce phénomène. C'est une donnée dont il faut absolument tenir compte et qui donne effectivement toutes ses chances à un syndicalisme qui se voudrait afficher ses convictions révolutionnaires.

On sait comment Pierre Monatte a évolué : face à la dérive social-démocrate de la CGT, face aux incohérences de certains anarchistes eux-mêmes (Kropotkine et le Manifeste des Seize, par exemple, en faveur de l'Union sacrée en 1916), face au bouleversement de la Révolution russe et, enfin, face au besoin d'être efficace, il a fini par adhérer au PC, même s'il ne le fit que brièvement et qu'il finit par en être exclu. Le problème, c'est que ce ralliement se fit au pire moment pour le mouvement anarchiste et révolutionnaire et que, compte tenu de son influence, Monatte entraîna dans l'impasse un grand nombre de camarades. Louis Lecoin, bien que lui-même ne soit pas très net avec son pacifisme intégral qui l'amena à fréquenter des gens pas très recommandables pendant et après Vichy, eut raison de souligner qu'il est hors de doute que les partisans de la dictature dite du prolétariat n'eussent jamais causé tant de mal chez nous si des révolutionnaires intègres du type Monatte ne leur avaient servi de truchement et ne les avaient mis en selle » (5).

Le cas espagnol

Face à l'alternative Monatte-Malatesta, les anarchistes espagnols ont proposé une autre réponse, celle d'un syndicat de masse, non pas unique mais prédominant, organisé non pas en fédérations d'industries (danger corporatiste) mais en unions locales (communales ou régionales), reposant sur les principes de l'action directe et sur la finalité du communisme libertaire : la CNT. Mais le cas de l'Espagne est-il l'exception qui confirme la règle ?

Même s'il est difficile de faire abstraction de ses émotions - la Révolution espagnole de 1936 qui est le fruit d'un demi-siècle de militantisme organisé et de luttes - est pour les anarchistes l'un des plus grands moments de l'humanité, et c'est un passé qui n'est pas si loin - il faut tenter d'analyser les choses avec recul et sérénité, d'un point de vue matérialiste et non idéaliste, c'est-à-dire en prenant en compte la situation objective de l'Espagne. Gardons en tête les caractéristiques culturelles, sociales et économiques propres à l'Espagne, qui explique la force de son courant anarchiste aussi bien dans la rurale Andalousie que dans l'industrielle Catalogne, ou encore le contexte international, avec la victoire des fascismes bruns et rouges qui isole le mouvement ouvrier ibérique au moment de son apogée en 1936. Soulignons également la spécificité de ce mouvement ouvrier qui sut prolonger l'héritage de la première Internationale et marginaliser le courant marxiste-léniniste.

Mais malgré cette tradition, la CNT elle-même ne fut pas exempte de tendances réformistes (le trentisme), de manipulations (bolchéviques, voire franquistes ultérieurement) et de dérives étatistes (ministérielisme, même qualifié de « circonstanciel », en 1936, etc.). Toute l'histoire de la CNT, depuis sa création en 1910 à son apogée en 1937, montre que les anarchistes et l'anarchisme eurent toujours besoin de s'organiser spécifiquement. Ce qui conduisit notamment à la création de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique) en 1927. Mais, de par cette propre histoire, la FAI est génétiquement et quasi-organiquement indissociable de la CNT, soit comme « organe de défense », soit comme outil plus ou moins secret de la minorité agissante. A l'exception, peut-être, de l'Argentine avec la FORA, mais qui, elle, a voulu éviter la solution de l'organisation spécifique et n'a dû s'y résigner qu'après l'ascension des marxistes, ce type de configuration est unique dans l'histoire du mouvement anarchiste et ouvrier.

Rep partir de presque zéro

Il faut donc se garder de vouloir calquer ce qui pourrait apparaître comme un modèle, inapplicable ailleurs, quoiqu'on le veuille. D'autant que la situation a beaucoup évolué et que le mouvement anarchiste ne repart pas de zéro, mais presque. En effet, avec la double victoire du bolchévisme en Russie puis du fascisme en Espagne, le mouvement anarchiste s'est trouvé complètement laminé, marginalisé et pratiquement interdit de cité pendant plusieurs décennies, malgré, çà et là, quelques bastions de résistance.

Les événements de mai 68, qui donnèrent la parole puis, quelques années plus tard, des strapontins sociaux ou ministériels aux rejetons de la nouvelle classe moyenne urbaine, a certes secoué le cocotier mais, pendant deux décennies, elle a en fait entrete nu la confusion sur la finalité et l'éthique de l'anarchisme.

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro :

Deux baisses de prix :

- En Amérique : Crise de stabilisation
- En France : Surproduction partielle

par Robert Louzon

Le Carnet du Sauvage

par Pierre Monatte

Dans l'enfer allemand :

Conséquences morales et politiques de la faim

par G. Stry-Nhair

L'Assemblée algérienne (suite et fin)

par J.-P. Finidori

Plus récemment, la décomposition de l'empire soviétique a incontestablement modifié la donne mais, contrairement aux plus optimistes d'entre nous, elle n'a pas ouvert *ipso facto* la voie à l'anarchisme. Malgré le tumulte des analyses allant de la droite à l'extrême gauche, les partis communistes des pays industriels ne se sont pas effondrés et, forts de leurs acquis et de leur base sociale, ils sont en train de réaménager leur nouvelle niche écologique au sein du système capitaliste, en optant pour la carte social-démocrate alors que la social-démocratie classique file de plus en plus à droite.

Le mouvement syndical, qui n'échappe pas au contexte de ces recompositions, en est là. Il serait erroné et présomptueux de la part des anarchistes de vouloir faire des choix à sa place. C'est au syndicalisme de prendre en compte les nouvelles évolutions, de tirer un bilan de la faillite de toutes ●●● page 6

Le débat Malatesta-Monatte toujours d'actualité

suite de la page précédente

les prétendues alternatives, qu'elles soient réformistes, bolcheviques ou écologistes, et, par conséquent, d'élaborer un véritable projet social... révolutionnaire, si le besoin s'en fait sentir comme nous le pensons et l'espérons.

Il est tout aussi important que les anarchistes soient présents et actifs dans ce processus, mais sans se montrer plus rapides que la musique ou autoritaires comme une avant-garde. Le choix de tel ou tel syndicat, ou même de telle ou telle forme de syndicalisme (syndicalisme révolutionnaire ? anarcho-syndicalisme ?) n'appartient pas seulement aux anarchistes.

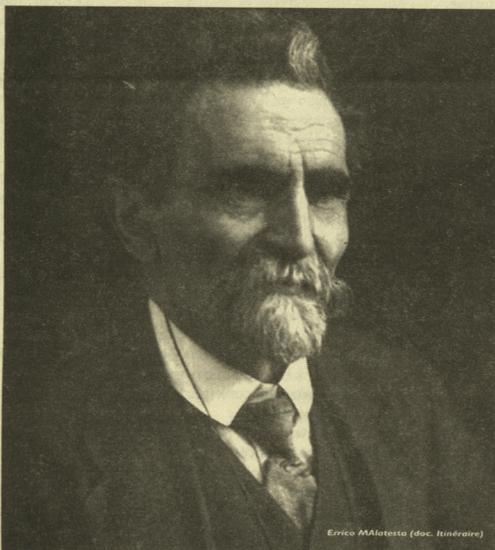
Par contre, le mode de fonctionnement de l'organisation spécifique anarchiste et son positionnement dans le champ social des luttes est bien de leur ressort, et dépend de leur volonté ! Vouloir à présent négliger ou sacrifier cette organisation spécifique au profit de formes plus ou moins nouvelles de syndicalisme serait une grave erreur. Ce ne serait rendre un service ni à l'anarchisme, ni au projet social, ni à la révolution (un objectif bien absent de certains discours !), ni, non plus, à ce syndicalisme lui-même.

Car n'oublions pas une chose : dans la société post-révolutionnaire, apparaîtront nécessairement de nouvelles structures qui transcenderont les clivages ouvriers et syndicaux existants. Même si, de par leur position et leur héritage de lutte, les syndicats sont les noyaux incontournables de cette recomposition, ils sont dépassables, ils seront dépassés ! Car, jusqu'à preuve du contraire, le fonctionnement d'un hôpital, d'une gare ou d'un laminoir ne sera pas cloisonné entre x sections syndicales mais bien géré par un organisme commun - conseil, comité, collectivité ou qu'on l'appelle d'un tout autre nom - pour le bienfait de la société toute entière, et non

pas celui d'un intérêt partisan. La commune, en particulier, sera l'un des éléments-clés de ce dépassement communiste. Autrement dit, le syndicat doit porter en lui les germes de sa propre dissolution, ce qui n'est pas forcément le cas de l'organisation spécifique. D'ailleurs, cette organisation spécifique, qui doit être la plus active, la plus dynamique et la plus fédéra-

tive du mouvement ouvrier-paysan révolutionnaire, mais sans consensus mou ou artificiels, n'a pas la prétention d'être hégémonique.

Philippe Pelletier
(Groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise)



Errico Malatesta (doc. Hindraire)

(1) Pour les pièces du débat : « Articles politiques » de Malatesta dans la collection 10/18, p. 143-175. « La lutte syndicale » de Pierre Monatte, chez Maspéro, p. 53-60.

(2) Dans sa réponse à Monatte : « Je reconnais toute l'utilité, la nécessité même, de la participation active des anarchistes au mouvement ouvrier, et je n'ai pas besoin d'insister pour être cru, car j'ai été des premiers à regretter l'attitude d'isolement hautain que prirent les anarchistes après la dissolution de l'ancienne Internationale, et à pousser de nouveau les camarades dans la voie que Monatte, oubliant l'histoire, appelle nouvelle ».

(3) lb. : « Peut-être la cause du malentendu se trouve dans la croyance, selon moi, erronée quoique généralement acceptée, que les intérêts des ouvriers sont solidaires, et que, conséquemment, il suffit que des ouvriers se mettent à défendre leurs intérêts et à poursuivre l'amélioration de leurs conditions, pour qu'ils soient naturellement amenés à défendre les intérêts de tout le prolétariat contre le patronat. La vérité est, selon moi, bien différente. Les ouvriers subissent, comme tout le monde, la loi d'antagonisme général qui dérive du régime de la propriété individuelle ; et voilà pourquoi les groupements d'intérêts, révolutionnaires toujours au début, tant qu'ils sont faibles et dans le besoin des autres, deviennent conservateurs et exclusivistes quand ils acquièrent de la force, et avec la force, la conscience de leurs intérêts particuliers ». Et Malatesta de citer l'exemple du trade-unionisme anglo-saxon.

(4) Malatesta n'utilise pas le mot de « réformisme » en 1907 dans sa réponse à Monatte. Mais c'est tout comme. D'ailleurs, Malatesta précise, dans un article de 1922, intitulé « Syndicalisme et anarchisme », qu'« en un mot le syndicat ouvrier est de par sa nature réformiste et non pas révolutionnaire ».

(5) Lecoq Louis (1965) : Le cours d'une vie. Ed. suppl. « La Liberté », 358 p. p. 93.

LETTRÉ OUVERTE

Lutter... ou crever

Comme il a tout le temps les yeux humides, on croit que c'est de la sensibilité, et puis on s'aperçoit que c'est de la conjonctivite. *Guy Bedos*

Décidément certains artistes se donnent de grands airs même quand ils n'émergent pas au bel canto !

Guy Bedos s'est fendu, le 2 février, d'un billet d'humeur aux relents aigrelets. Il nous lâche ses humeurs en forme d'incontinence au beau milieu d'un Charlie hebdo de plus en plus démocrate et de moins en moins anticonformiste. Les ménopauses satiriques nous offrent le spectacle attristant de moralistes bœufis de certitude toujours prêts à pontifier, à décider de ce qui convient ou de ce qui ne sied pas et, dans la foulée à toujours vouloir péter plus haut que leur QI.

Guy, car il faut bien s'attacher à l'auteur du poulet, sans aucune retenue et encore moins d'humilité, affirme que le jeune abstentionniste vitrolais du premier tour est « plutôt anar ». Par un cheminement primaire de la pensée bedosiste, avec, en prime, les redondances de style inhérentes au patatoïde des tréteaux, le jeune vitrolais devient un paria sans excuses auquel Guy assène : « tu as voté fasciste, si si j'insiste, tu l'as voulu, tu l'as aujourd'hui... »

Le pitre ne s'arrête pas à l'insulte ! Diable c'est qu'il a du coffre, lui, et avec des boules à l'intérieur !. Il donne rendez-vous au jeune écrivain à la bibliothèque, afin de tenter d'organiser la résistance... Noble intention cher amuseur, mais t'es-tu posé la question de l'utilité de tes votes successifs et des bulletins que tu nous fourgues dans les burnes. Et la question de la nocivité de ce système politique que d'aucuns ont qualifié de la solution la moins pire ? Certainement non !

Tu épies, tu jauges, tu donnes des leçons, tu expulses, tu pontifies, tu insultes, bref tu nous fais ton numéro... quoi ! Personnellement, je ne t'accuse pas de faire le jeu du fascisme quand tu te rends dans l'isolement et que tu nous éjacules ta goutte de séve socialo-antifasciste par cette petite fente qui te fait rêver...

En revanche je te dénie tout droit de nous accuser, nous anarchistes, de voter fasciste lorsque nous revendiquons l'abstention. Au quotidien, mon cher Bedos, nous luttons contre le fascisme, dans nos boîtes, dans nos quartiers, dans nos associations, avec nos organisations.

A Perpignan, le comité antifasciste fut créé, en 1984, à l'initiative des militants de la Fédération anarchiste. Nos militant(e)s sont aux premiers rangs des manifestations contre le Front national et contre tous les fascismes. Notre hebdomadaire *Le Monde libertaire* est poursuivi par le Front national et son führer trinitéen... Dans certaines villes (Dijon, Poitiers...) nos militant(e)s sont agressés par les nervis se réclamant de « la pureté de la race blanche »...

Brisons là !

Inutile de nous justifier en quoi que ce soit. Pas question de nous excuser de notre entêtement à considérer que le système électoraliste démolit les exploités et les gouvernés et renforce la classe politique toute tendances confondues. Les résultats électoraux ne sont que la traduction des rapports de force électoralistes et partidaires. La machine à voter crée le fascisme dès lors qu'elle crée le pouvoir, la hiérarchie et l'abandon de souveraineté.

Mais de cela, Guy, tu n'en as cure ! Tu te fous de la Boétie comme de ton premier sketch.

Quant à nous, avec nos modestes moyens, nous continuerons à écrire, à faire savoir, à communiquer, à hurler si besoin, que la meilleure façon de combattre le fascisme c'est de contribuer à ce que les individus se comportent en être intelligents, responsables et autonomes.

Gérer nos affaires directement, faire fonctionner la société en nous passant de tous les parasites, énarques ou nourris à la mamelle politicienne, voilà la manière à employer pour nous débarrasser des saloperies racistes, inégalitaires, fascistes, sexistes, exploiteuses et aliénantes.

Il est temps de nous quitter Bedos, aussi je te conseilerais de moins voter si tu ne veux pas crever idiot. Serre ton petit poing et lève le bien haut... rejette au loin ta morgue suffisance et lance à ton public :

Quand vous sortirez des isolements qui abritent vos comas révolutionnaires la société sera gangrenée.

Il sera trop tard alors. Et rappelez-vous que les triques sont faites du même bois que les urnes.

Edi Nobras, Perpignan

Cris de Paris

Marchands ambulants, gagne-deniers et autres petits métiers de la rue du Moyen Age à nos jours

A l'époque des emplois jetables, les problèmes de précarité, d'immigration et d'exclusion sont ressentis de plus en plus fortement. Cette exposition présente un panorama des petits métiers de la rue, elle permet d'avoir un autre regard sur ces questions d'actualité. Présents dans tous les secteurs de vie économique, ces « petits » métiers sont pour beaucoup oubliés. De la marchande d'arlequins au crieur public en passant par le rémouleur, chacun avait son cri pour proposer ses services au citadin : à partir de partitions du XVIII^e siècle, ces cris ont été reconstitués et sont présentés dans deux vidéos. Cette exposition montre que les mouvements de population ont toujours existé : des savoyards devenant ramoneurs aux auvergnats porteurs de charbon ; les émigrants ont toujours inventé des moyens pour survivre : vendeurs de « chouchous » sur la plage, livreurs de pizza... Cette exposition est le travail d'une équipe de jeunes historiens regroupés dans l'association « Pour mémoire ».

E. Claude

Du 14 février au 2 mars, mairie du XII^e, 130, av. Daumesnil, 75012. Entrée libre.

à la petite semaine

Mort d'un bookmaker chinois

L'une des dernières momies sanguinaires accrochées depuis près de cinquante ans au pouvoir despotique du communisme chinois vient de mourir. Il fut là-bas, nous dit-on, l'homme de l'ouverture... pas des grilles de prisons, non, mais des portes plus ou moins dérobées par où a pénétré la haute finance.

Thèse, antithèse, synthèse... marxisme-léninisme et Bourse de Pékin ou de Shanghai, camps de concentration et prises de bénéfices, mafia rouge et pègre taïwanaise, police et procès politiques avec business is business, voilà l'homme qui, après lecture de *Capital*, aura fait entrer les capitaux dans la dictature du prolétariat et s'harmoniser ainsi les tares innombrables de deux systèmes exécrables.

Les portes du « laogai », le goulag chinois, derrière lesquelles pourrissent des millions d'êtres ayant timidement murmuré le mot liberté, demeurent, elles, désespérément closes. La rééducation par l'esclavage et le lavage de cerveau continue. Compte tenu des changements introduits dans son pays par Deng Xiaoping, inscrits dans le sens de l'Histoire et salués en France par un grand ami de cette Chine-là, il est permis de penser qu'à la lecture obligée du petit livre rouge, épouvantable épreuve, est venue s'ajouter dans les camps de travail celle, non moins pénible, du *Figaro économique*.

Floréal

TELE DE QUAT'SOUS

TV Troqué

LE PROPRE DES FILMS c'est qu'ils soient vus et qu'ils trouvent leurs publics. C'est pourquoi ces rencontres vidéo proposent de diffuser des films que l'on n'a pas l'habitude de voir et qui n'ont pas droit de cité sur les chaînes de télévision nationales. Créée en 1992 à Paris dans le quartier de la Source proche de Belleville, l'association TV Troqué a essaimé. Réunies autour de concepts communs, vidéo Zingue à Toulouse, TV Troquet à Brest, Vidéo Zingue à Orléans, organisent des projections trimestrielles. Ce qui les fédère: la volonté de ne pas mettre des films en compétition. Aussi les TV troquistes n'organisent-ils pas de projections thématiques, afin que les films puissent être appréciés à part entières sans souffrir d'une comparaison, ou de la possible lassitude engendrée par les divers traitements d'un même sujet. Aucun critère de sélection n'est adopté: toutes les durées comprises entre le court et le moyen métrage, (moins d'1 h 30) les styles, genres formés, sont acceptés. Le choix est un choix « coup de cœur »: Les films choisis sont ceux qu'on a envie de défendre et d'assumer, même s'ils nous dérangent... Avant tout, ce qui réunit les TV Troquistes, c'est une nouvelle conception de l'espace de diffusion, de l'écran, et du spectateur: refus d'un public captif, qui, face à l'écran, n'a pas droit à la parole, pour privilégier la rencontre, la convivialité autour d'un verre, la discussion avec le réalisateur. Dans un espace de diffusion éclaté, de petits groupes se réunissent par affinité autour des téléviseurs posés sur de petites tables... de troquet. Pour Bruno, de Paris, il

est intéressant de mettre un objet qu'on a chez soi dans une situation originale. On peut ainsi regarder un écran tout en regardant d'autres personnes regarder. Trois personnes réunies autour d'une table regardent la télévision d'une autre façon que trois personnes isolées, elles réagissent différemment au même film: la réaction de l'autre, le voir réagir, se voir réagir par ses yeux, induisent une nouvelle manière de ressentir fondée sur l'interaction des réactions, un nouveau concept du rôle du spectateur et de son regard, la rencontre des personnes entre elles. Si la démarche des TV troquistes s'articule autour de ces thèmes communs, ils gardent néanmoins leur particularité. A Orléans, les TV-zingistes envisagent d'intégrer à leurs séances un vidéomathon réalisé et diffusé en direct pendant les pauses de programmation. Comme les TV troquistes parisiens, ils souhaitent entrelacer les manifestations d'expositions de photos, de peintures, tandis que les tv troquistes de Brest se penchent d'avantage, nous a-t-on dit, sur le théâtre. A Toulouse, les vidéo zingistes tiennent à proposer des films réalisés dans la région: les programmations, d'1h 30, sont diffusées en trois parties sur sept téléviseurs réparties dans les trois salles du bar restaurant Le siècle. L'entrée est gratuite, nous sommes intransigeants là dessus, rappelle Bruno. Notons enfin que TV Troqué entretient des liens privilégiés avec le réseau de diffusion super 8 Circuit court des films sans qualité, et Polymagou, de Marseille. A Chateauroux, Bande à part nous invite à des séances d'images pas sages chaque 3^e vendredi du mois



« nous voudrions faire découvrir des cinéastes qui utilisent volontiers le support vidéo, parce qu'il permet plus de liberté que le support cinéma, devenu si onéreux... nous souhaitons programmer des images « passages » des oeuvres engagées, des films différents qu'on ne voit pas au cinéma ni à la télévision. » Le 28 février, François Rosolato, présentera son documentaire Ouvrir c'est partir. (ML 1063). Le réalisateur, suit, caméra au poing, les artistes du cri de la larme dans le squat qu'ils avaient ouvert à Montreuil: « Une rencontre dans le métro parisien m'a permis de découvrir Fred, qui jonglait pour faire la manche; celui ci m'a invité au prochain concert qu'ils organisaient. Je les ai filmés afin de rendre compte d'un discours en accord avec des actes » P Merejkowski, quant à lui, propo-

sera un court métrage: Nous voulons du chômage

Villette 19^e: 8 mars à Brest contact 01 40 43 43

Michèle Rollin

Bande à part
20 h 30 à l'auditorium de la médiathèque
Equinoxe, Chateauroux
Contact: 16 rue de Metz
36000 Chateauroux tél 54 34 80 04

Rendez-vous
TV Troqué
28 février à Paris 20 heures, 76 bd de la

Richard Dindo : « L'homme révolté fait partie de ma culture »

« SANS MÉMOIRE, il n'y a ni culture, ni langage, ni compréhension de la réalité... Elle permet la distance, car l'instant est insaisissable, voire irréel... L'utopie est la mémoire de l'avenir. A l'intellectuel, le rêveur de l'impossible, d'une révolution, d'une transformation radicale de la formule, car il ne peut se satisfaire des petits pas de la politique, de cette marche peu

glorieuse, douloureuse, déprimante, à travers les institutions... Toutes mes figures sont des rebelles. L'homme révolté fait partie de ma culture. Dans mes films, je travaille beaucoup sur la défaite, sur ceux qui ont un rêve, qui ont combattu, et perdu... Les vrais révolutionnaires seront toujours détruits par la construction de la nouvelle société; ceux qui ont lutté pour la libération sont éliminés et rempla-

cés par les bureaucrates, les arrivistes, les carriéristes, les oppresseurs...

Je fais des films sur des gens et des lieux, cadres d'un événement, qui m'émeuvent. Mon cinéma est une manière de créer ma présence et celle de mes personnages pour laisser une trace ineffaçable de leur passage...

Il n'est pas sûr que la nouvelle bourgeoisie noire soit plus démocratique et plus libérale que la blanche... J'ai voulu éviter que Breyten donne son avis sur la situation actuelle. J'attends le mûrissement, car les opinions hâtives ne m'intéressent point. On n'arrivera jamais à réaliser tous ses idéaux, même pas à 50%, juste à 10%... »

Propos recueillis
par René Hamm à l'occasion
du festival de Soleure

* Richard Dindo achève le montage d'un documentaire sur Paul Grüninger, un policier saint-gallois qui avait permis en 1938 et 1939 à 3 000 juifs de pénétrer en Suisse. Condamné en 1940 pour «abus de fonction» et privé de pension, il fut réhabilité le 27 novembre 1995, vingt-trois ans après sa mort.

* Dans le prochain numéro, des extraits de l'interview avec Breyten Breytenbach.

Le flic à la ligne

Un billet d'humeur signé l'Atèle paru dans le Monde libertaire du 20 juin 1996 nous vaut les poursuites du ministère de l'Intérieur. Des policiers y étaient qualifiés de « parents douteux »... Nous allons vous livrer jusqu'au jour du procès, des informations, des faits concernant les nombreuses bavures pour lesquelles il n'est pas question d'émettre de doute...

Le 28 juin 1995, le Canard enchaîné, par l'entremise d'André Rougeot nous rapportait « La stupéfiante (histoire) d'un flic voleur de coke ».

Durant trois années, un agent du laboratoire de la police scientifique lyonnaise subtilisa 1200 grammes de « stupéfiant ». Dénoncé dans un premier temps par un taulard qui a eu affaire au policier corrompu, ce dernier allait être mis en cause dans un rapport de 148 pages de l'Inspection générale de police nationale (IGPN), après une enquête commencée le 12 janvier 1994, enquête qui s'acheva le 20 décembre de la même année.

Le policier a subtilisé des quantités de drogue pour « sa consommation personnelle... et pour faire plaisir... ». De temps à autre, il lui arrivait de payer le restaurant en « nature » et même « d'en vendre... mais pas souvent... » précisait apparemment ce rapport en provenance de l'IGPN.

Le dossier qui fut transmis à Claude Guéant, directeur générale de la police, contenait deux lettres: l'une de Jacques Franquet, concluait que le coupable « n'a plus sa place au sein de la police nationale », quant au procureur, il estimait « ne pas devoir engager de poursuites pénales... des chefs de vol et de détention et d'usage de stupéfiants... ». Ce haut fonctionnaire souhaitait « une mesure d'exclusion de la fonction publique ».

Muté au début de l'année 1994 à la PJ, de Bastia, le flic accroc fut suspendu avec traitement durant le cours de l'enquête.

André Rougeot ajoutait: « depuis, il attend tranquillement chez lui que le conseil de discipline de la police statue sur son sort ».

Ledit conseil réuni le 9 mars n'avait toujours pas pris de décision, dans la mesure où le Syndicat général de la police (SGP) de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), par la voix de son secrétaire général de l'époque — Alain Brillet —, s'opposait à l'exclusion de l'administration de son adhérent en avançant cette considération: « ce policier... n'est pas un délinquant, ni un dealer ni un criminel, mais un drogué » et A. Brillet d'ajouter « le phénomène touche toutes les couches de la société, y compris le monde policier... ». Les geôles des prisons hexagonales pourraient se vider, laissait entendre A. Rougeot si de tels arguments venaient à être retenus... Il ajoutait même que cela pourrait « peut-être favoriser le recrutement dans la police... ».

De la poudre aux yeux à la poudre d'escampette, il n'y a en effet qu'un pas de... vice que certains flics seraient enclins à franchir. Après 1995 et les « années blanches » ou « poudreuses », voilà donc que nous arrive 1998, des « années noires annoncées ».

A la semaine prochaine pour de nouvelles « bavures ».

Le fouineur

Chronique des bas-fonds

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 27 à 20h 30:

Microclimat recevra Erick Marchandise de l'association « le réseau vert » entre autres sur le thème de la pollution de l'air

vendredi 28 à 20h 30:

Radio esperanto recevra le président de l'association des cheminots espérantistes pour présenter le congrès de Hendaye

samedi 1^{er} mars à 11h 30:

Chroniques syndicales débattrà sur le thème Femmes/précarité.

samedi 1^{er} mars à 13h 30:

Chroniques rebelles aura pour thème « Vaccins : bienfaits ou méfaits ? »

Manifeste du collectif des réfractaires à toutes les lois anti-immigrés

Nous soussignés,
Déclarons défendre les droits et valeurs fondamentales que sont:

- la liberté de circulation
- le droit de fuir la dictature, la guerre ou la misère
- le droit de vivre librement, de bénéficier de la citoyenneté et des mêmes droits que les nationaux pour les étrangers vivant en France de manière durable
- l'exigence de solidarité face aux injustices.

Considérons que:

- La France ne garantit pas les droits fondamentaux des personnes. Depuis plus de vingt ans, la politique dite « d'immigration zéro » mise en place et défendue par tous les gouvernements depuis, sous prétexte de lutte contre l'immigration clandestine, n'a servi qu'à mettre en œuvre la politique du bouc émissaire, le racisme d'État,
- cette politique a fait des milliers de victimes, aujourd'hui sans-papiers et privés de tout droit,
- cette politique pousse ces personnes à la clandestinité et qu'elles sont, dès lors, victimes des négriers

des temps modernes, les entrepreneurs qui exploitent les travailleurs clandestins,

- l'immigré n'est pas la cause du chômage et de la misère mais qu'il est, au même titre que le travailleur français, la victime d'une politique dont l'État et le patronat sont responsables,
- le durcissement constant des lois contre les immigrés menace l'ensemble des personnes vivant sur le territoire français en instituant un régime d'arbitraire et d'exception,
- celui-ci, avec notamment la remise en cause du seul titre de séjour garantissant la stabilité aux étrangers, précarise l'ensemble de la population étrangère, et par là même l'ensemble des Français refusant cette logique raciste.
- qu'il est inacceptable qu'il existe dans ce pays un « délit de solidarité » dont serait victime toute personne apportant secours à un étranger mis en situation irrégulière.

Nous déclarons:

- Soutenir les revendications avancées par les sans-papiers: l'abrogation de toutes les lois anti-immigrés; la régularisation de tous les sans-

papiers, notamment suivant les douze « critères » de régularisation mis en avant par ceux-ci,

- être prêts à faire acte de désobéissance civile et à refuser d'appliquer l'ensemble des lois touchant à la situation des étrangers en France,
- avoir fait preuve ou faire preuve à l'avenir de solidarité active avec les victimes de ce système inacceptable en les hébergeant ou les aidant au cours de leur séjour irrégulier,
- poursuivre ces actions tant que les valeurs fondamentales défendues dans ce texte n'auront pas été respectées par l'arsenal législatif de l'État français.

Parce que nous savons où mènent la désignation et la mise à l'écart d'étrangers, nous continuerons à résister.

Article 21 de l'ordonnance de 1945 relative au séjour des étrangers en France: « toute personne qui par aide directe ou indirecte aura facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irrégulier d'un étranger sera punie d'une peine d'emprisonnement de cinq ans et d'une amende de 200 000 francs ou de l'une de ces deux peines ».

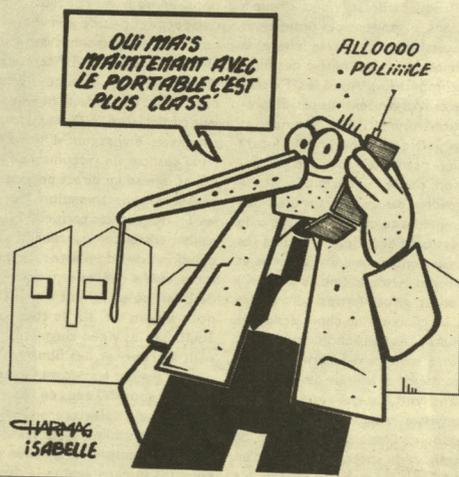
Premiers signataires:

Johnny Lavaux - Jérôme Flippe - Claude Delattre - Alain Lucantis - Marjorie Seena - Ludo Brietz - Yvain Lemattre - Frédéric Lemire - Jean Simon - Virginie Derensy - Lolita M'gouni - Stéphane Boulanger - Christophe Fétat - Ellénore Lemattre - Charles Compagnie - Josselin Moinet - Anne Bancourt - Thomas Guelton -

Sadia Khiter - Cécile Arfi - Lisa Nihoul - Marie-Rose Leleu - Jean-Michel Denis - Yann Geay - Emmanuel Wachter - Didier Potier - Alexandre Damez - Olivier Godard - Léa Claessens - Bertrand Dekoninck.

Pour rejoindre le collectif c/o CCL :
1-2 rue Denis-du-Péage.
Tél-fax: 03 20 47 62 65.

LA DÉLATION C'EST DÉGUEULASSE



Du rendez-vous citoyen aux procès antimilitaristes

LE DÉBAT SUR LA FUTURE LOI MILITAIRE à l'Assemblée nationale fut occulté. Occulté d'une drôle de manière par des socialistes qui, par rapport aux accords secrets franco-allemands, protestaient contre des pratiques auxquelles ils ont eu recours pendant 14 ans. Nous connaîtrons la version définitive de cette loi dans quelques mois.

Néanmoins au moment où la désobéissance devient médiatique, rappelons les sanctions qu'entraînerait un refus de se rendre à ce rendez-vous. Car non seulement l'objection de conscience à ce rendez-vous n'est pas reconnue mais les sanctions sont complètement disproportionnées. Sans procès, sans recours possible en dehors d'un pseudo-recours devant le tribunal administratif, les sanctions peuvent aller jusqu'à la suppression de toutes allocations (logement, Assedic...) ou l'impossibilité de devenir fonctionnaire... Occasion nouvelle de faire quelques économies, cette loi s'inscrit dans une politique de la nation qui s'est ancrée en 1982 avec le premier protocole armée-éducation.

Depuis 1982, c'est en toute légalité que l'armée peut directement intervenir dans le cadre scolaire. L'objectif est clair: une cohésion totale entre le citoyen et la nation.

L'Etat et le capitalisme doivent imposer leur idéologie de l'école aux médias, jusqu'à ce rendez-vous qui concerne aussi les femmes. Certains journalistes ont ironisé sur cette mesure en tentant, par une basse manœuvre intellectuelle, en soulignant que c'était le résultat d'un combat féministe: l'égalité des sexes. Basse manœuvre ou ignorance de leur part: le mouvement féministe ne lutte pas pour l'égalité mais pour l'émancipation des femmes qui ne peut se concrétiser dans une loi autoritaire. Mais nous sommes trop habitués à ces techniques trop courantes dans une presse qui se prétend informative...

Des procès...

A Tours, le procès d'Alexis est reporté au 28 mai. La journée d'action du 8 février eut un certain succès médiatique grâce aux protestations de la section CRS de la FASP, contre l'assimilation CRS et militaire. Ironie de l'histoire: quand leur communiqué était publié dans la *Nouvelle République* les CRS, comme l'armée au début du siècle, réprimait un piquet de grève des chauffeurs de bus de Toulouse.

A Marseille, les peines ont été confirmées (de trois à dix mois avec sursis). Une manifestation était organisée dans le vieux port alors que la police (qui avait peur de quoi?) bloquait l'accès au tribunal, même pour les prévenus.

A Toulouse, le procès de Thomas Santini s'est transformé en débat sur la désobéissance. Lors que Papon devrait passer en procès, le représentant de l'Etat défendra cette loi au nom du lien social. Quel lien social? Certainement celui qui aboutit à ce que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. La peine requise: quatre mois avec déchéance dans un mois. Des actions antimilitaristes, autour d'une cabane flottante installée sur la Garonne (pont neuf), ont permis une bonne médiatisation de cette affaire absurde où la justice continue à poursuivre les réfractaires alors que l'on exempte à tour de bras...

Théo Simon

J'en ai rêvé, l'État l'a fait

Je m'exprimais ici il y a peu au sujet de l'ouverture de camps de concentration pour les cons, ce qui d'ailleurs a heurté un certain nombre de personnes. Mais ces fameux camps ne sont pas juste qu'un fantasme dans mon esprit fiévreux, ils existent bel et bien. Car qu'est-ce que le « Grand stade de France », si ce n'est une gigantesque usine à concentrer la bêtise humaine, la connerie ordinaire de supporters avinés, en attendant d'y parquer un jour les opposants à notre chère démocratie blindée.

Et de même que sur le portail d'Auschwitz il était inscrit en grand « Arbeit macht frei », aujourd'hui, tout véritable amoureux du sport peut faire inscrire son nom au fronton de cet édifice glorieux. Car la société qui gère le stade propose à tout un chacun de devenir parrain du, excusez du peu, Très Grand Stade de France. Besoin de vous, on dirait. Sans doute que les pots-de-vin sont trop chers en Seine-Saint-Denis. Ou encore que le fichier de parrains potentiels qu'on leur a vendu était une belle arnaque: même votre serveur a reçu une telle proposition dans sa boîte aux lettres.

Or donc, pour la modique somme de mille francs, vous pouvez laisser à la postérité votre auguste patronyme sur cet édifice qui fera date dans l'histoire des réalisations pharaoniques chères à nos décideurs politiques. Et alors que même les grands de ce monde sont condamnés à attendre leur mort avant de gratifier nos bâtiments publics de leur nom, n'importe quel péquin moyen peut maintenant faire la même chose de son vivant! Voilà bien un grand progrès vers l'égalité sociale dont nous rêvons tous...

L'Atèle

Site: <http://www.geocities.com/Paris/7645>
Paris, le 23 février 1997

A G E N D A

jeudi 27 février

PARIS: Le groupe La Vilette de la FA vous invite à une discussion autour de notre hebdomadaire *le Monde libertaire*. Nous évoquerons entre autres les procès en cours. A partir de 20 h 30 à l'Usine, 102 bd de la Vilette (M^e Colonel Fabien).

RENNES: La Messe (Mobilisation pour l'égalité sexuelle et sociale émancipatrice) organise au local anarchiste rennais (9, rue Malakoff) à 18 h 30 une rencontre-discussion sur le thème du **sexisme au quotidien**.

vendredi 28 février

BESANÇON: Le groupe Proudhon organise une réunion publique: « **L'anarchisme un projet social** » à 20 h 30 au Cercle suisse (rue de Lacoré).

samedi 1er mars

PARIS: Femmes libres (émission de Radio libertaire) fête ses onze ans de 16 heures à 22 heures au cinéma La Clé, 21, rue de la Clé (5^e). 16 h 30: projection de « **De toda la vida** »; 18 heures: **rencontre entre femmes libres** (invités, auditrices, auditeurs...); 19 heures: **Ah! si nous luttions pas!** par le théâtre de l'Urgence; 20 heures: **11 ans ça s'arrose!**; 21 heures: **Sabine Viret**.

vendredi 7 mars

LILLE: Projection d'un documentaire sur les expériences du professeur Milgram... suivie d'une discussion libre, sans soumission. A 20 heures, 1-2 rue Denis-du-Péage.

VALENCE: A l'heure où les librairies flambent, les **Travailleurs du noir** organisent le premier festival de l'expression noire, en présence de nombreux auteurs de romans noirs (ça se poursuit le 8...). Renseignements au 04 75 59 14 59.

samedi 8 mars

RENNES: Projection de « **Avoir 20 ans dans les Aures** » de René Vautier à 20 h 30 au Local anarchiste rennais, 9, rue Malakoff.

samedi 15 mars

LILLE: Débat au centre culturel Benoît-Broutchoux en présence de Gérard Dahan (universitaire-Lille III): **L'anarchie fonctionnelle d'internet peut-elle déborder dans la société française?** A 15 heures, 1-2 rue Denis-du-Péage.